

# LE DÉBAT SUR L'EFFICACITÉ DU CAPITAL ET LES CERCLES VICIEUX DE LA CRISE

**Philippe HERZOG** a souligné l'importance, pour l'analyse et pour les luttes, du débat sur la mesure de l'efficacité du capital dans les différentes phases de la crise : « on peut avoir une vue linéaire de la baisse de l'efficacité du capital, comme une sorte de mécanisme fatal dans la crise ; on peut aussi avoir une vue plus dialectique mettant en évidence à la fois l'importance des tentatives pour redresser cette efficacité, par l'investissement et la mise en œuvre de nouvelles technologies, et les contradictions de ces tentatives qui, aggravant l'exploitation des salariés, développent des cercles vicieux. Dans cette dernière optique, les luttes peuvent s'emparer de ces contradictions pour développer les interventions des travailleurs mettant en œuvre de nouveaux critères de gestion ».

**Paul BOCCARA** développe cette question de l'analyse statistique de l'efficacité du capital et des réalités contradictoires des cercles vicieux qu'elle exprime : « Les efforts d'élévation de l'efficacité du capital par rapport au produit sont à mon avis indiscutables. Pour les années 1976-1979, c'est le cas même pour la France, Jacky FAYOLLE est d'accord sur ce point. C'est a fortiori le cas pour les pays les plus dominants : après 1976, il y a un relèvement de l'efficacité du capital fixe. La grande question, tout à fait nouvelle et caractéristique de notre analyse théorique (qui n'est pas un suivi empiriste des statistiques comme l'a prétendu R. Borelly), ce sont les cercles vicieux que va développer ce relèvement.

On constate effectivement des efforts pour avoir besoin de moins de capital pour un même produit. Mais ces efforts dépriment les débouchés en ralentissant les investissements et en réduisant l'emploi. Ceci abaisse de nouveau l'efficacité des capitaux installés par rapport à une production réduite. Cela explique la rechute d'efficacité en fin de phase intermédiaire et la persistance des difficultés globales. A propos de ces mouvements opposés, cachés dans les mesures d'efficacité apparente, je signale quatre points :

1) Les statistiques de l'OCDE pour 1982-1985 marquaient, à l'opposé d'une baisse d'efficacité pour la France, une hausse pour les Etats-Unis, le Japon, la RFA. Il y a donc un aspect international de ces contradictions : on ne peut voir seulement la France et la mesure d'efficacité apparente.

2) Les travaux de l'OFCE me semblent intéressants. Je crois qu'il y a là une piste pour la recherche. Au-delà des travaux classiques de l'INSEE de correction de l'efficacité par le taux et la durée d'utilisation du capital, il y a aussi le problème de délai d'ajustement du capital à la baisse de la production.

3) Il faut souligner les différences d'efficacité industrie/services reconnues par J. Fayolle. C'est d'autant plus important que les services explosent avec la révolution informationnelle. Donc si l'efficacité des services s'améliore ou se stabilise, tandis que baisse celle de l'industrie, il faut les intégrer dans les mesures contradictoires des cercles vicieux, avec leur dimension internationale croissante.

4) Il y a enfin la question des dépenses en matière et en énergie qu'a évoquée le Pr. ENTOV. En effet le capital fixe des mesures d'efficacité type INSEE, n'est qu'une partie du capital constant de la composition organique du capital, ou de l'efficacité de tous les moyens matériels.

**Jacky FAYOLLE** revient sur ces évolutions d'efficacité et de productivité : « Ces phénomènes peuvent être mesurés par plusieurs ratios. Je constate, dans le cas de la France, une forte rechute de l'efficacité apparente du capital fixe dans les années 80. Mais c'est plus une mesure de l'efficacité attendue du capital que de son efficacité effective, car les comptes nationaux tiennent compte de la durée de vie potentielle, et non réelle, du capital. En tout cas, dans le cas de la France, l'ampleur de la rechute de l'efficacité dans l'industrie est une donnée importante. Elle ne met à mon avis pas en cause la réalité du processus d'introduction des technologies nouvelles, qui sont porteuses d'économie de capital, mais on peut penser qu'en France, du moins jusqu'aux années 84-85, le rythme de modernisation du capital en place est resté inférieur à son rythme d'obsolescence.

On voit par contre des choses nouvelles et différentes dans les services : une stabilisation apparente de l'efficacité du capital alors que celle de l'industrie chute fortement jusqu'à présent, mais cela peut se modifier dans les années à venir. Au plan international, on voit surgir dans les années 80 des éléments de différenciation et de hiérarchisation dans les rapports d'efficacité comparée des grandes économies. Pourtant, cela ne semble pas mettre en cause jusqu'à présent, sur l'ensemble du cycle de 79-86, les difficultés tenaces d'efficacité du capital dans tous ces pays.

Quant aux évolutions divergentes sur la période 82-85 qu'évoquait Paul Boccara, je pense que s'il faut être attentif aux inflexions que cela peut révéler, il faut être très prudent devant des évolutions aussi courtes. Quoi qu'il en soit, cette discussion confirme la nécessité de poursuivre les recherches et le travail empirique appliqué, à partir des hypothèses théoriques ».



De gauche à droite P. Herzog, J. Fayolle, P. Sigogne, A. Brender et J. Pisani-Ferry

« Un énorme stock de capital financier a été accumulé dans le monde : est-ce que l'on va s'y attaquer pour financer une relance viable des croissances réelles ? » Dans son introduction à la table ronde consacrée aux relations monétaires et financières internationales, **Yves DIMICOLI (journaliste économique et financier)** a traité à travers cette interrogation centrale, des questions de la dette du Tiers-Monde, des tentatives de relance de la croissance réelle, des dominations du dollar, du deutschemark et du yen, ainsi que de l'intégration européenne.

« Un exposé très stimulant » dira **Anton BRENDER (Directeur adjoint du Centre d'Etudes Prospectives et d'Information Internationale - CEPII)**, « je ne suis pas d'accord sur tout, mais c'est ce qui fait l'intérêt de cette table ronde ». Il l'illustre en retenant un premier débat : « Vous voulez la croissance réelle ? Mais une des dimensions de l'intégration financière n'est elle pas justement d'y contribuer, en permettant des transferts d'épargne entre zones ? »

Et **A. BRENDER** cite le rôle de « soutien à la croissance » joué dans les années 70 par l'endettement du Tiers-Monde et dans les années 80 par les déficits américains. « Il y a d'un côté des pays vieillissants qui ont des excédents et de l'autre des pays jeunes qui ont besoin d'emprunter : mettons-les en relation en organisant des transferts d'épargne » poursuit **A. BRENDER** qui souligne que le raisonnement vaut entre la RFA et la France. Cependant, **Y. DIMICOLI** avait montré dans son exposé l'ampleur et le caractère structurel de la domination des

capitaux ouest-allemands sur la France, révélée par le déficit bilatéral et par les flux financiers. La ligne qui consiste à proclamer « l'Allemagne prêtera » a pour contrepartie « la France paiera », expliquait-il. « Qui peut prétendre connaître un seul créancier acceptant de prêter pour ne pas gagner ? » **A. BRENDER** ne nie pas cette domination du prêteur sur l'emprunteur, mais il souhaite la relativiser : « cela dépend de la force de l'emprunteur, de sa volonté d'éviter la domination ». Mais aussi, ajoutait-il, « il faut que l'argent prêté soit bien utilisé pour consolider le pays emprunteur et pour qu'il puisse rembourser ».

« Cela montre qu'on ne peut réduire ainsi les relations financières à un simple transfert d'épargne, comme s'il s'agissait d'un problème de vases communicants », souligne alors **Paul BOCCARA**. « Il y a une grande différence entre la vente de marchandises contre des créances qui s'accumulent et la mobilisation des fonds sur des coproductions, visant à développer les productions et les emplois efficaces des deux côtés, maîtrisées par les peuples. Dans le premier cas, c'est le point de vue égoïste du vendeur puis du créancier exigeant intérêt et remboursement qui s'oppose au développement des acheteurs. Dans le second cas, à partir d'investissements directs, et de « joints ventures » (associations de capitaux), on pourrait faire prédominer l'efficacité commune et le développement conjoint des peuples. Et encore, dans ce cas, ces associations de capitaux et investissements directs pourraient entraîner des dominations si les luttes n'impo- ►

saient pas un autre type de gestion. On ne peut donc assimiler des choses aussi opposées ».

Mais d'autre part, **A. BRENDER** considère que pour que les relations financières qu'il a décrites (« *relativement idylliques* », concèdera-t-il) servent la croissance, il faut que l'environnement monétaire s'y prête. C'est pour lui le « *détonateur monétaire* » qui a transformé en crise les problèmes financiers. En somme, ce serait l'instabilité monétaire qui empêcherait le développement fécond des relations financières internationales.

« Mais dans une explosion ce qui compte c'est d'abord la poudre, plus que le détonateur ! dira **Paul BOC-CARA**. Cette poudre c'est la suraccumulation financière des créances contre la production réelle et l'emploi des populations, et peu de choses suffisent à l'enflammer ».

**A. BRENDER** conclut à la nécessité de stabiliser ces relations monétaires grâce à « *un système multidevises où plusieurs monnaies partageraient avec le dollar le rôle de monnaie de réserve et de financement* ». Et dans ce domaine, on n'a pas le choix, explique-t-il en substance : d'une part « *pour gérer un tel système, il faut accepter que les taux de change ne soient fixés que par des accords entre pays (...) il faut en prendre son parti* » ; d'autre part : « *cela suppose un détour obligé par la création d'une monnaie européenne (...) car le Deutschemark ne repose pas sur une base financière assez solide relativement au yen et au dollar. L'Allemagne ne le veut pas mais c'est son intérêt* ».

**P. BOCCARA** répond : « *Mais justement, les capitalistes ouest-allemands ne sont pas décidés à faire n'importe quoi. Leur intérêt c'est de tenter de continuer à dominer en Europe, pas de contribuer à une « idylle » européenne, même à partir d'une Banque centrale et d'une monnaie commune. D'où d'ailleurs leur marche prudente dans cette direction pour mieux dominer. Derrière l'harmonie qu'imaginent F. Mitterrand et le gouvernement français, au nom du recyclage des excédents allemands... il y aura le paiement de la France sur le dos de ses travailleurs, comme l'a dit Yves DIMICOLI. Ce qu'il faut, c'est construire des coopérations de non-domination au plan réel et au plan monétaire, à partir d'une nouvelle maîtrise de la création monétaire aux niveaux national, régional et même des entreprises, avec de nouveaux critères d'efficacité sociale* ».

**Jean PISANI-FERRY**, (responsable du département d'analyses macro-économiques au CEPII), estimera comme **A. BRENDER** qu'il faut relativiser le problème des déséquilibres financiers : « *les déficits américains ne proviennent-ils pas principalement de priorités différentes des politiques économiques entre les USA et le reste du monde ? Et malgré des déséquilibres considérables, les mouvements financiers internationaux ont largement servi d'amortisseurs : il n'y a pas eu de récession après le krach* ».

« *Il faudra certes réduire ces déséquilibres mais cela ne pourra se faire que progressivement* » selon **J. PISANI-FERRY** qui souligne cependant que « *la gestion concertée des taux de change entre pays suppose des contreparties internes : on ne peut pas s'entendre sur des parités de change et continuer à faire ce que l'on veut chez soi* ».

De même, **Philippe SIGOGNE** (responsable du département de Conjoncture de l'Observatoire Français des conjonctures économiques - OFCE) estime d'une part que « *les autorités monétaires n'ont pas fait les mêmes erreurs après le krach de 87 qu'après celui de 1929 (...), que les marchés sont mieux gérés* » et d'autre part que « *les déficits et l'endettement américains sont un pari sur la capacité de l'industrie américaine à se restructurer et à être rentable* ». Pour lui le problème est dans ce pari : « *les USA vont-ils réussir (auquel cas les déficits et l'endettement ne poseront pas de problèmes, même s'il y a des limites) ? Ou l'inflation va-t-elle repartir, ce qui sanctionnerait l'échec ? En 1988 renaît objectivement un certain optimisme, même si la gestion de la politique économique US doit être très fine (et si) la croissance ne dépassera pas les 2,5 % ou 3 %* ».

En revanche **Serge FEDERBUSCH**, (chercheur à l'Université de Paris I) considère que la « *divine surprise* » de l'absence de récession après le krach boursier ne doit pas cacher que « *tous les éléments de fragilité qui étaient à l'origine de la chute du cours des actions sont toujours là* ». Et il met au premier rang les déficits et l'endettement américain : « *le déficit commercial atteint 160 milliards de dollars et le problème est extrêmement aggravé par la charge des intérêts que les Etats-Unis doivent payer sur leur dette. Les stocks de dollars accumulés par les créanciers des USA sont tels aujourd'hui qu'il y a des risques de fuite face au dollar si les Etats-Unis ne maintiennent pas des taux d'intérêt suffisants* ». Et **Serge FEDERBUSCH** insiste sur les contradictions qu'entraînent les tentatives pour en sortir graduellement en réduisant peu à peu le déficit commercial et en deman-



Serge Federbusch

dant notamment à la RFA de jouer les « *petites locomotives* » de la croissance. « *Toutes ces difficultés permettent de tempérer l'optimisme affiché sur la situation économique* », dit-il.

La situation n'est pas plus reluisante pour l'Europe et particulièrement pour la France : « *à chaque fluctuation des taux d'intérêt et des taux de change, que le dollar baisse ou qu'il monte, la France est perdante* » souligne **S. FEDERBUSCH** qui montre comment la RFA se sert du système monétaire européen pour se garantir des débouchés dans les autres pays européens, et notamment

## MAÎTRISE NATIONALE ET COOPÉRATIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT

(Extrait des propositions présentées par Yves Dimicoli lors de son introduction à la table ronde)

Notre conception de la souveraineté n'a rien à voir avec une quelconque conception cocardière. Il s'agit de la nécessité moderne pour toutes les populations d'être en mesure de maîtriser leurs ressources **pour se développer et développer les autres avec des critères de coopérations réelles.**

Dans quel sens réfléchissons-nous ?

1) **En France**, nous cherchons à motiver des rapprochements de luttes entre entreprises, banques, collectivités pour reconquérir les moyens de notre souveraineté sur la monnaie et les financements en faisant monter simultanément la revendication d'une nouvelle politique financière de la France. Il s'agit de faire franchir dans les luttes l'exigence que l'argent, la création monétaire, servent à l'emploi en quantité et qualité, à la satisfaction des revendications de justice sociale gage d'efficacité, à relancer les productions.

2) **Au plan international**, la suppression du privilège de monnaie mondiale du dollar et aussi des dominations du mark et du yen, en vue d'un système tendant à être véritablement pluraliste, est au cœur de nos préoccupations.

Cela nous amène à travailler particulièrement sur la nécessité d'utiliser de **nouvelles unités de réserves et d'achat international**, ainsi que de **nouvelles unités de mesures**



Yves Dimicoli

dans les coopérations pour essayer de commencer à dépasser la dictature aveugle de l'or, en visant des indicateurs réels, permettant des mesures en prix constants.

3) **En Europe**, nous posons comme objectifs prioritaires la lutte contre les marchés financiers et la croissance financière ainsi que la résorption des déficits intra-européens, dans un cadre public négocié, et dans une **optique de croissance réelle des emplois en quantité et qualité pour tous.**

Cela pourrait passer notamment par des associations de capitaux visant explicitement de tels buts, par des coopérations bancaires pour dégonfler les marchés financiers et financer des co-productions, des programmes com-

muns de recherche, de formation associant PVD et pays capitalistes.

Des efforts conjoints y compris dans le cadre de coopérations entre banques centrales pourraient alors doubler les efforts de chacun pour couper les circuits de la circulation financière, obliger les États-Unis à réduire leur déficit budgétaire sans déflation pour leur peuple en désarmant.

4) **S'agissant enfin du Tiers-Monde**, nous nous prononçons pour un moratoire de la dette.

Nous nous prononçons aussi pour la promotion dans ces pays de « **joint ventures** » d'un type nouveau favorisant l'emploi et des co-productions à partir d'exportations de capitaux vers ces pays, mais maîtrisés par eux.

Enfin, nous nous prononçons pour la dotation d'un **fonds de développement des capacités humaines dans les PVD**, en fonction de la population.

Il serait alimenté par un prélèvement obligatoire sur les pays riches, en fonction de leurs richesses, de façon telle qu'il favorise débouchés et emplois dans ces pays. **Un tel prélèvement devrait donc être conçu comme visant à réduire les gâchis de capitaux, la croissance financière et les dépenses d'armement.** ■

en France, « devenue aujourd'hui une sorte d'hinterland pour l'économie allemande ».

Un danger aggravé par l'accord des dirigeants de la CEE sur la libre circulation des capitaux, comme l'avait montré **Y. DIMICOLI**. « *C'est la base de la construction de l'Europe de 1992 et dans ces conditions l'union monétaire envisagée vise à pérenniser ces structures de domination en crise* » soulignait-il. Une analyse confirmée sur un point par **S. FEDERBUSCH** : « *le grand marché et la libre circulation des capitaux dès juillet 90 va aboutir à renforcer toute cette instabilité et cette fragilité : il y aura moins de limites aux exportations de capitaux vers les USA, sans même faire forcément le détour par l'Allemagne* ». Mais en revanche **S. FEDERBUSCH** considère que, « *dans ce cadre, pour éviter des tensions très fortes sur les monnaies et les politiques économiques, une monnaie unique est indispensable. Or la France ne peut pas prendre le risque de voir son destin arrimé à un deutschemark surévalué, si la Banque Centrale Européenne n'est que le reflet de la Bundesbank. Certains prônent une dévaluation du franc préalable à l'intégration européenne. Mais si le dollar baisse, il faudra de nouveau et en permanence faire face à une concurrence accrue. Ce serait donc très fragile. Si l'on doit aller vers une coopération monétaire et financière accrue en Europe, il faut donc le faire rapidement* ». Il envisage cependant une autre possibilité : *des coopérations industrielles en Europe financées à taux réduits par des institutions plurinationales pour résorber les déséquilibres* ». « *On peut très bien avoir l'Ecu comme monnaie commune et de nouvelles dévaluations du franc, si l'Ecu est*

*utilisé pour de nouvelles dominations* », souligne **P. BOCCARA**. « *Ces dévaluations seraient-elles dans ce cas moins dramatiques ? Si c'était le cas, ce serait très grave pour le pays, car si les financiers peuvent placer en Ecu, les salariés eux seraient payés en franc dévalué. Or une dévaluation du franc joue contre nos salaires, nos ressources humaines, nos qualifications, c'est-à-dire contre tous les problèmes qui sont au cœur de la crise d'efficacité et des motivations* ».

« *Nous mettons en débat une stratégie alternative de coopérations réelles, monétaires et financières internationales* » dira **P. HERZOG** répondant notamment à **François MORIN**, (professeur d'économie à l'Université de Toulouse) qui avait vu dans l'exposé de **Y. DIMICOLI** (riche pourtant de nombreuses propositions de coopérations), une « *logique d'autonomisation* » s'opposant à la « *logique d'insertion* » dominante. (**A. BRENDER** ayant lui « *cru comprendre que le développement des relations financières internationales n'était pas souhaité* »).

Pour **P. HERZOG** « *on ne peut se dérober au débat du contenu du type de relations financières...* » « *Et ce contenu, les gens le vivent : c'est aujourd'hui le développement de la croissance financière contre l'emploi et la vie des peuples* ». Il souligne alors la convergence d'analyses avec **S. FEDERBUSCH** sur de nombreux points, mais il considère que la fuite en avant dans la monnaie unique et la dévaluation se traduiraient par de nouveaux prélèvements insupportables et par des effets pervers aggravés. « *Un système multidevises avec des monnaies rivalisant encore plus dans la domination et une circu-* ►



M. Gupta et Paul Boccara

tion maximum des capitaux financiers, c'est une fuite en avant qui va développer encore les antagonismes et les divisions, et cela suppose le renoncement à la maîtrise nationale de la monnaie et du crédit qui est justement indispensable pour rompre avec ces dominations. Par exemple, où est l'intérêt du peuple français si cette fuite en avant se traduit par un chômage accru, la précarisation, les bas salaires et des débouchés pour les capitaux allemands ? Où est l'intérêt de la France, si comme l'a dit Y. DIMICOLI, elle devient à la RFA ce que la Lozère est à l'Ile-de-France ? Et où est l'intérêt du peuple allemand avec l'accumulation de créances parasites qui en résulterait en RFA ? ».

Quant aux programmes de coopérations européennes avec des financements à taux réduits, P. HERZOG y est favorable mais il souligne qu'il faut pour cela « avoir l'ambition de réformes de structures très hardies, par exemple l'organisation du passage des recherches à la production et à l'emploi avec de nouveaux critères de financements ». « Pour pouvoir coopérer réellement, il faut oser rompre avec les dominations du dollar et du deutschemark aux plans monétaire et financier et ne pas laisser penser qu'il y aurait un montage de soumission aux Allemands plus intelligent qu'un autre ». Et ce besoin de rupture et de changements structurels ne vaut pas que pour la France et l'Europe : « il concerne le monde entier » conclut P. HERZOG.

**C'est ce qu'a montré le débat sur la dette du Tiers-Monde.** Y. DIMICOLI avait considéré pour sa part que les principaux créanciers capitalistes de ces pays cherchaient, devant les difficultés croissantes de ceux-ci à rembourser, à « replâtrer » leurs dominations ; « Pense-t-on vraiment pouvoir régler l'énorme affaire de la dette par le recours à de simples marchandages pour réduire des créances en les bradant, tout en continuant à attaquer les bases humaines de la croissance réelle des pays endettés, y compris en cherchant à poursuivre leur domination via des rachats bon marché d'entreprises nationales ou de terres dans la perspective de plus-values ? Il soulignait qu'un système monétaire vraiment international et pluraliste (et non pas organisé autour de monnaies s'épaulant pour dominer les peuples tout en rivalisant entre elles) supposait que l'on s'engage « dans une construction visant à réduire les déficits structurels des PVD ».

Tandis que le débat, qui s'était développé sur l'intégration européenne, avait négligé ces indications initiales d'Y. DIMICOLI, M. GUPTA, (économiste indien, éditorialiste du journal *The Patriot de New Delhi*), interpelle les participants à la table ronde : « il faut discuter ici de la dette du Tiers-Monde : c'est pour nous un problème de vie ou de mort. Son montant représente 200 ans de revenus d'exportations. Comment rembourser ? Le lien est de plus en plus clair entre la question de la dette et celle du développement. Il y a 800 millions d'habitants en Inde. Le développement est un défi pour l'Europe qui a une responsabilité morale vis-à-vis de ses anciennes colonies : leur permettre de se développer et de libérer leurs populations ».

« Il faudrait que nous acceptions d'abandonner certains de nos marchés à ces pays répond A. BRENDER ; les solutions extrêmes de type financier comme le moratoire ne seraient pas une solution durable : ces pays se retrouveraient au bout de quelques années dans la même situation, à supposer qu'on leur prête à nouveau ».

« S'il ne suffit pas d'effacer la dette, poursuit P. BOC-CARA, le moratoire est nécessaire, mais il faut aussi développer les peuples et d'abord là où il y a le plus de population. Il n'y a pas d'autre solution durable que de développer la partie la plus nombreuse, sous peine de catastrophe pour toute l'humanité. Nous sommes un monde solidaire et interdépendant, la même humanité. L'essence de la tragédie, comme le savaient les Grecs, c'est que la victime est intimement liée à celui qui la frappe : pense-t-on s'en sortir par des dominations renouvelées sur ces peuples ou veut-on contribuer efficacement à les développer dans l'intérêt de tous ? Il ne s'agit pas d'abandonner des marchés, ni même seulement de faire des investissements conjoints et des coproductions : il faut rompre avec les critères de rentabilité financière des fonds pour que des milliards d'hommes puissent se développer en maîtrisant leur économie. C'est pourquoi nous proposons la création d'un fonds spécial de développement des populations alimenté par des prélèvements sur la croissance financière des pays riches, et dirigé par les pays du Tiers-Monde en étant ouverts à l'intervention de leurs peuples ».

M. Boubacar CAMARA, (responsable de la banque de données statistiques de l'Unesco pour l'Afrique) développe cette idée de la nécessité de ruptures structurelles : « le vrai problème n'est-il pas, plutôt que l'endettement, celui de la maîtrise de l'économie nationale et des conditions du développement ?

Or le capital étranger domine, les institutions internationales comme le FMI et la banque Mondiale imposent sous le nom d'ajustement structurel des politiques économiques qui maintiennent les dominations antérieures sous des formes plus subtiles. La politique économique est aux mains des institutions financières et des bailleurs de fonds et leur objectif est d'abord de récupérer l'argent placé. Mais il y a aussi une responsabilité des pays endettés : qu'a-t-on fait de l'argent emprunté ? Je pense que tant pour les questions d'endettement que pour celles des monnaies, nous devons rechercher des stratégies nouvelles qui dans l'intérêt de ces pays et de leurs populations comporteraient des transformations structurelles de ces économies nationales et des institutions internationales ».